

IMAGINER L'AVENIR DU CANADA

Domaines de défis de demain



Rapport présenté à l'ACES et au CRSH comprenant les données recueillies lors de la table ronde de l'Université Laval dans le cadre de l'initiative Imaginer l'avenir du Canada

8 mai 2015



UNIVERSITÉ
LAVAL

Faculté des études supérieures et postdoctorales



DE FORMATION
AUX CYCLES
SUPÉRIEURS
1940-2015

TABLE DES MATIÈRES¹

1. MISE EN CONTEXTE	1
1.1 Questions.....	1
1.2 Participants.....	1
1.3 Déroulement	2
2. Première question : Des traditions à préserver et des défis à relever.....	3
2.1 L'importance des habiletés de communication et le rôle des TIC.....	3
2.2 De nouveaux modèles de recherche tournés vers la société	4
2.3 La diversité étudiante	6
2.4 Le rôle de l'université	7
3. Seconde question : Vers la diversification des ressources et des modèles d'exploitation.....	7
3.1 De nouveaux modèles d'exploitation plus « verts » et diversifiés	7
3.2 Les conséquences sur l'humain.....	9
3.3 Les conséquences environnementales.....	10
3.4 Les conséquences politiques	10
3.5 Les conséquences économiques	11
3.6 La position du Canada sur la scène mondiale	12
4. CONCLUSION.....	12

¹ Dans le but de ne pas alourdir le texte, le genre masculin est employé pour désigner tant les hommes que les femmes.

1. MISE EN CONTEXTE

Pour continuer à prospérer au XXI^e siècle, le Canada doit être proactif et réfléchir collectivement à ses possibilités d'avenir afin d'être en mesure d'anticiper ses besoins comme société et en matière de connaissances, ainsi que les enjeux auxquels il pourrait devoir faire face. C'est pourquoi l'initiative « Imaginer l'avenir » a été organisée par l'Association canadienne pour les études supérieures (ACES) et le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) du Canada. Six questions ont été identifiées pour mettre en lumière les défis que le Canada devra relever dans un contexte mondialisé en évolution, et comment la communauté de recherche pourra y contribuer par ses connaissances, son talent et son expertise. Cette initiative de consultation permettra de disposer des idées nécessaires pour préparer le Canada à l'avenir et faire les meilleurs choix qui sont possibles pour avancer.

1.1 Questions

Sollicitée au début de l'année 2015, l'Université Laval a participé à « Imaginer l'avenir » en regroupant des étudiants et des professeurs afin de répondre à deux des questions proposées par cette initiative. Les questions qui ont été sélectionnées sont :

1. Quelles sont les nouvelles méthodes d'apprentissage dont les Canadiens auront besoin, en particulier dans l'enseignement supérieur, pour réussir dans la société et sur le marché du travail de demain?
2. Quels effets la quête de ressources naturelles et d'énergie aura-t-elle sur la société canadienne et la place qu'occupe le Canada à l'échelle mondiale?

1.2 Participants

Le projet s'est articulé à l'intérieur d'une table ronde composée de 14 étudiants aux cycles supérieurs ainsi que de quelques professeurs agissant à titre de catalyseurs et d'experts. Les étudiants ont été recrutés par les professeurs en fonction de leur domaine de recherche qui est en lien avec l'une des deux questions. La séance était présidée par madame Marie Audette, doyenne à la faculté des études supérieures et postdoctorales. L'hétérogénéité des participants se comprenait par les différences au niveau des domaines de recherche, mais aussi des différences d'âge et de nationalités. Ainsi, les discussions tenues lors de la table ronde reflétaient de multiples perspectives et ont permis de broser un tableau d'idées très riches. Plus précisément, les participants étaient :

Étudiants :

- Ange Mawussé Dovi, Sociologie
- Anne Bernard, Foresterie
- Benoit Maranda, Génie des eaux
- Dominique Gélinas, Ethnologie et patrimoine
- Francis Lessard, Économie
- Jimmy Voisine, Philosophie
- Jonathan Lasnier, Foresterie
- Marek Spacek, Administration
- Martha Teixeira, Psychopédagogie
- Nicolas Lefebvre, Sciences politiques
- Olivier Lemieux, Fondements de l'éducation
- Ons Barnat, Musicologie
- Sophie Jacques-Barma, Économie
- Viviane Desbiens, Psychopédagogie

Professeurs :

- Annie Pilote, Sciences de l'éducation
- Nancy Gélinas, sciences du bois et de la forêt
- Patrick Gonzalez, Économie
- Paul Fortier, Génie électrique
- Serge Lacasse, Musique

1.3 Déroulement

La table ronde a pris la forme d'un *fishbowl*. Le *fishbowl* est une méthode de discussion de groupe dans laquelle les participants sont assis en cercles concentriques (Figure 1). Les participants du cercle central (composé de quatre places dans notre cas) possèdent le droit de parole. Les autres participants se trouvant dans les cercles extérieurs sont auditeurs. Si ces derniers souhaitent participer à la discussion, ils le peuvent en joignant le cercle central. Ils doivent manifester leur intérêt en posant leur main sur l'épaule du participant du cercle central qu'il désire remplacer. La participation à la discussion est volontaire. Cette formule a été privilégiée lors de notre table ronde, car elle permet une répartition équitable du temps de parole, facilite la discussion lorsqu'il y a plusieurs participants, évite que des participants s'accaparent l'espace d'expression et concentre l'attention sur les personnes qui détiennent la parole.



Figure 1 : Disposition des places

Le *fishbowl* s'est déroulé le 20 avril 2015 de 8 h 30 à 12 h dans un auditorium du campus de l'université. Les deux questions liées aux domaines des défis de demain étaient posées directement par l'animatrice et elles étaient projetées sur un écran. Les sous-questions en lien avec ces questions étaient également affichées, mais sans être abordées directement (Figure 2). En ce sens, la discussion était plus orientée par les questions principales que par les sous-questions. Cela dit, la majorité des thématiques des sous-questions sont apparues spontanément dans les propos des participants. Ce sont principalement les étudiants qui sont intervenus et les professeurs ont fait peu d'interventions si ce n'est que pour alimenter le débat ou corriger des perceptions. La séance a été filmée et enregistrée avec le consentement des participants.



Figure 2 : Projection des questions

Les sections suivantes exposent les idées principales des discussions liées aux deux questions choisies dans le cadre de la table ronde.

2. Première question : Des traditions à préserver et des défis à relever

Depuis les années 1960, la démocratisation de l'enseignement supérieur au Québec, soutenue par la mise sur pied du réseau collégial et par le développement du système universitaire, a mené vers une massification et une diversification des étudiants. Ce système d'enseignement supérieur s'avère unique au Québec par ses cégeps, son financement gouvernemental pour les établissements à charte et les établissements d'état de même que la présence active de la recherche dans toutes ses universités, qu'elles soient de petite ou de grande taille. Malgré les solides traditions de ce système, les Québécois auront besoin de nouvelles méthodes d'apprentissage pour réussir dans la société et sur le marché du travail de demain.

2.1 L'importance des habiletés de communication et le rôle des TIC

Depuis ses débuts, le système d'enseignement supérieur valorise l'apprentissage des habiletés de communication à l'oral et à l'écrit. Les participants à la table ronde ont reconnu l'importance de ces habiletés qui sont nécessaires dans toutes les sphères de la vie, que ce soit pour l'étudiant, le professionnel ou le citoyen. Pour faire face aux défis de demain, ils ont rappelé que ces habiletés doivent intégrer autant la rédaction, l'argumentaire que la vulgarisation et être développées suivant la tradition dans la langue française, mais également dans la langue anglaise, et ce, particulièrement pour les étudiants aux 2^e et 3^e cycles. Afin de développer ces habiletés, plusieurs pistes ont été soulevées telles que favoriser les espaces de dialogues entre les acteurs scolaires en classe et hors classe, promouvoir la cocréation des savoirs, stimuler la pensée critique, encourager la pédagogie par projet pour permettre l'articulation entre la théorie et la pratique, promouvoir l'accès au terrain dès la formation universitaire et ne pas négliger l'enseignement de connaissances plus générales au profit de connaissances spécifiques. Les participants

ont spécifié l'importance de la relation entre les professeurs et les étudiants dans le développement des habiletés de communication. Une trop grande augmentation du ratio étudiants-professeur peut influencer négativement le développement de ces habiletés.

Depuis les dernières décennies, l'enseignement supérieur s'est adapté aux mutations économiques, techniques et culturelles de la société, en misant sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), entre autres. Ce phénomène tend à changer le mode de fonctionnement traditionnel des établissements et les approches de la question du savoir. L'essor des TIC a permis d'étendre l'action des universités, d'établir des ramifications, de construire des réseaux et de susciter des partenariats. Les TIC soutiennent également l'internationalisation des universités en leur permettant de concilier sa mission avec des intérêts globaux. L'importance des TIC a été soulignée par plusieurs participants dans le souci de transmettre aux générations futures les connaissances et aptitudes nécessaires à l'édification d'une société novatrice. Cela dit, dans le milieu de l'éducation, et principalement dans le monde de la recherche, les participants se sont entendus pour dire que les TIC sont sous-utilisées et qu'il y a un fossé générationnel entre l'utilisation qu'en font les étudiants et les professeurs. L'utilisation des TIC présente alors un retard qu'il importe de combler pour en venir à être en avance sur leur utilisation courante. Les participants étaient également d'avis qu'une utilisation efficiente des TIC en éducation requiert une bonne formation des professeurs et que leur utilisation n'engendre pas nécessairement une diminution des coûts à court terme, car cela demande beaucoup de temps. Il faut revoir l'environnement universitaire selon les TIC et encourager leur utilisation plutôt que de la craindre.

L'une des percées des TIC est l'offre de l'enseignement en ligne et à distance qui s'explique par l'évolution de la demande de formation à distance et en réseau (étudiants vivant en région éloignée, étudiants travailleurs, étudiants internationaux, etc.), l'étendue du territoire, la nécessité économique de réduire les coûts de l'éducation et la pénétration massive des TIC dans tous les secteurs d'activité. Malgré leurs grands avantages, les participants se sont entendus pour dire que l'enseignement à distance doit être encore amélioré pour être pleinement équivalent à l'enseignement en présentiel, notamment en ce qui a trait à la dimension relationnelle.

« Il faut garder en tête que l'enseignement à distance est un outil, et qu'en ce moment, on ne le maîtrise probablement pas. On est encore en train d'essayer [...] et quand on parle d'innovation, c'est aussi de voir jusqu'à quelle limite on peut l'utiliser dans certains cours »

2.2 De nouveaux modèles de recherche tournés vers la société

Pour réussir dans la société et sur le marché du travail de demain, les participants ont soulevé quelques points vers lesquels les nouveaux modèles de recherche devront être axés. Ils ont d'abord reconnu l'importance du travail interdisciplinaire. Afin d'être en mesure de travailler de façon interdisciplinaire aux cycles universitaires supérieurs, cette approche doit être privilégiée dès l'enseignement primaire et secondaire en décloisonnant les disciplines. Les universités doivent alors nécessairement intégrer dans la formation des futurs maîtres.

Les nouveaux modèles de recherche devront ensuite être davantage ouverts vers la communauté et la société. Rappelons que la mission universitaire de la formation supérieure, définie en 1995 par le Conseil supérieur de l'éducation, repose sur trois principales activités : l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité. Les participants ont insisté sur cette dernière activité qui bonifie la formation. Ils ont

proposé différentes initiatives à renforcer, telles que des stages en milieu de travail, des programmes de bourses en milieu de pratique, la réalisation de partenariats avec des entreprises, des organismes publics ou des groupes sociocommunautaires et la recherche par la découverte et le transfert de nouvelles connaissances. Chez les professeurs chercheurs, les tâches pédagogiques et d'engagement social ne doivent pas être négligées au profit de la recherche même s'il existe une forte pression institutionnelle pour l'obtention de subventions et la publication.

De plus, les participants ont insisté sur l'importance que les étudiants et professeurs chercheurs contribuent à la vulgarisation des connaissances scientifiques dans les médias ou dans des travaux d'érudition pour orienter le développement des autres institutions sociales et qu'ils contribuent au transfert des découvertes scientifiques dans les milieux preneurs. L'exercice de la fonction critique, par exemple dans les médias, permet de rendre accessibles à l'ensemble de la société des connaissances scientifiques sur lesquelles les citoyens peuvent s'appuyer lorsqu'ils prennent part aux débats publics. Cela permet d'accroître l'intelligence citoyenne. En même temps, cela favoriserait la formation de leaders de demain, c'est-à-dire des chercheurs qui seront capables de vulgariser leurs connaissances au grand public et aider aux prises de décisions pour l'avancement de la société. Certains participants ont estimé que l'université faillit à ce rôle de développement du leadership en privilégiant celui de la production de savoirs.

« Je trouve qu'il y a quelque chose qui s'est perdu dans mon cursus [doctorant]. Il y a plusieurs gens que j'aurais pu qualifier de leaders. Durant mon MBA, il y a beaucoup de gens que j'avais cru voir qu'ils allaient devenir quelque chose. Mais éventuellement, ils ne sont pas devenus quelque chose. Et je me suis demandé pourquoi ces gens-là ne sont pas devenus ce qu'ils souhaitaient être. Ils ont pris certaines voies, dont plusieurs se sont retrouvés au doctorat. Ce qui s'est perdu au doctorat, c'est cette notion de leadership qui est à moitié une façon d'être et à moitié une façon de faire. Et disons qu'on a incité ces gens à être très performants, à produire. On ne veut plus qu'ils soient des leaders, on veut qu'ils produisent pour l'institution. Ce qui est très bien, je peux comprendre. Par contre, ces gens-là arrivent dans une dynamique dans laquelle ils ont complètement perdu leurs aspirations. Si quelqu'un essaie d'être le leader qu'il souhaite être en prenant des positions particulières, je me rends compte que c'est comme être un éléphant dans un magasin de cristal, il va casser quelque chose [...] Ça heurte des personnes quand les gens s'éloignent de la voie traditionnelle »

En plus de redonner la responsabilité sociale qui revient aux chercheurs, le décloisonnement de l'université vers les autres sphères de la société favoriserait la transition entre la formation universitaire et la carrière professionnelle des étudiants. Présentement, les participants considèrent qu'il y a un décalage entre les diplômes et leur valeur sur le marché du travail, notamment pour les doctorants dont seulement une minorité œuvre dans leur champ d'expertise. Est-ce dire que le diplôme est dévalorisé de même que la place du chercheur dans la société et le marché du travail? Ou est-ce plutôt de croire que l'université est trop déconnectée de la réalité sociale? Ou alors est-ce qu'il y a trop d'étudiants aux études supérieures? Les opinions des participants étaient divergentes, mais elles étaient unanimes quant à la pertinence du décloisonnement de l'université. Cette ouverture doit être soutenue par la formation d'étudiants à l'intérieur de leur champ d'expertise, mais également dans une perspective plus large leur procurant suffisamment de connaissances générales pour être en mesure de se positionner sur différents enjeux sociaux.

« En tant que citoyen, on va être appelé [...] à se positionner dans le futur. Les chercheurs qui ne sont pas informés ou experts dans des domaines devraient quand même être capables de réfléchir sur ces sujets-là qui sont importants pour la société, pour les citoyens. Si les gens n'ont pas une certaine culture générale, ils ne sont pas capables de comprendre les enjeux et de vouloir participer au débat »

Enfin, le financement de la recherche a aussi été abordé. Une tension est observée entre le financement des établissements et l'autonomie des universités à l'égard de l'État qui s'ingère de plus en plus dans la gestion. Des traits du modèle de gouvernance des entreprises prennent de plus en plus de place dans le système d'enseignement supérieur. Certains participants ont mentionné que la gestion des universités est trop axée sur des indicateurs quantitatifs (par exemple, la diplomation par établissement) et est incapable de témoigner de la qualité de la formation. Ce problème de gestion de type entrepreneurial qui vise la rationalisation, l'équilibre budgétaire et la réduction des coûts émanerait d'une vision utilitariste et réductrice de la mission universitaire de maintenir un équilibre entre la formation, la recherche et les services à la collectivité. L'autonomie universitaire a sa raison d'être pour être en mesure de remplir la mission des universités et une trop grande conception utilitaire et fonctionnelle peut nuire à sa mission. Le financement ciblé est aussi soulevé, car les sommes allouées à la recherche universitaire sont concentrées en sciences de la santé, en sciences pures et en sciences appliquées même si ces secteurs n'accueillent pas la majorité des étudiants.

2.3 La diversité étudiante

La discussion à propos de l'ouverture de l'université vers la communauté s'est dirigée vers son ouverture à la diversité étudiante. Désormais engagés dans une économie du savoir, les Canadiens sont confrontés à une exigence de formation qui se constate avec le nombre croissant d'adultes qui retournent sur les bancs d'école. Ce phénomène est multiplié avec le vieillissement de la population. Les participants se sont questionnés sur l'intégration des étudiants plus âgés dans les cours. Malgré la reconnaissance de l'apport de l'expérience de vie de cette population étudiante, les participants étaient peu enclins à l'intégrer dans les cours « réguliers » vu les différences marquées dans les objectifs de formation. Ils sont d'avis qu'il y a une trop forte compétitivité dans le monde scolaire et du travail pour pouvoir accepter cela. Un étudiant a suggéré d'organiser des séminaires réunissant des étudiants de différentes générations.

« Sur la question des aînés, je pense qu'il va y avoir de plus en plus d'aînés au Québec. Il va certainement y en avoir qui vont venir à l'université. La question sera de savoir pour quelle raison ils reviennent. Pour avoir un diplôme ou pour découvrir, explorer. Si c'est ça l'idée, je ne dirais pas qu'on les isole, mais qu'on leur donne l'espace de découverte, d'enrichissement où ils peuvent discuter entre eux, partager leur expérience avec d'autres personnes. On devrait faire comme un grand séminaire, avec des aînés et avec des étudiants qui ont envie de participer, parce qu'ils [les aînés] vont être frustrés si on les rejette dans une salle avec des jeunes qui ont envie de performer, d'avoir un diplôme et ensuite de travailler. Ils vont avoir l'impression de ne pas avoir leur place à l'université »

Il en résulte que les participants avaient une position quelque peu ambivalente dans le sens où ils souhaitaient ouvrir davantage l'université à la société, mais ils étaient réticents à l'idée d'ouvrir l'université aux citoyens plus âgés. Ils n'ont pas pris en considération les aînés « éduqués » et n'ont pas soulevé le fait qu'il existe une offre de formation universitaire qui s'adresse plus particulièrement à cette clientèle, et qui

fonctionne indépendamment de la formation régulière. La discussion à ce propos a donné l'impression que les participants se percevaient comme des clients qui venaient chercher un bien à l'université. Les universités devront trouver des solutions pour mieux orchestrer cette diversité étudiante, car l'éducation permanente est devenue une réalité.

2.4 Le rôle de l'université

Au final, les participants se sont interrogés quant au rôle de l'université pour promouvoir et appuyer le cycle des connaissances et le développement de la société. L'enseignement universitaire doit-il être au service du marché du travail? Est-ce en cela que l'université est utile à la société? Au final, à quoi sert l'université? Le groupe de participants était divisé quant à ces questions. D'une part, certains avaient une conception plus utilitaire et fonctionnelle de l'université en étant d'avis que son rôle social est de former des travailleurs. D'autre part, certains avaient une vision plus humaniste de l'université en reconnaissant avant tout son rôle social de développement du citoyen.

« L'université son but ce n'est pas de former des gens qui vont être parfaits pour le marché du travail, mais avant tout des citoyens »

« Il faut faire des baccalauréats plus pratiques »

« Il faudra faire attention de ne pas tomber juste au service du marché du travail. Il faut quand même garder notre esprit critique »

« Il ne faut pas être dépendant et trop au service du marché du travail à l'université. Oui on forme des chercheurs, mais on forme aussi des penseurs [...] »

Ils ont reconnu que le rôle de l'université tend à changer avec les pressions qui s'intensifient sur elle pour participer à l'innovation technologique et sociale, ajoutées aux pressions du contexte de compétition mondiale qui demande la formation de chercheurs et de professionnels de haut niveau.

3. Seconde question : Vers la diversification des ressources et des modèles d'exploitation

La capacité de se prévaloir et de jouir collectivement ainsi que de manière durable des ressources naturelles et d'énergie dans le contexte des nouvelles technologies et de la mondialisation constitue une question cruciale pour l'avenir du Canada. Les participants à la table ronde étaient conscients des vastes ressources de leur pays et que leur quête représente un moteur économique puissant. L'espace de réflexion offert par la table ronde a mené les participants à réfléchir aux conséquences de la quête des ressources ainsi qu'aux meilleurs moyens de les gérer efficacement. Ils ont également reconnu qu'avec la mondialisation et l'intérêt grandissant des autres pays pour les ressources naturelles et d'énergie du Canada, leur modèle d'exploitation est sur le point de subir une transformation.

3.1 De nouveaux modèles d'exploitation plus « verts » et diversifiés

Les nouveaux modèles d'exploitation des ressources et d'énergie doivent privilégier le développement durable et la protection de l'environnement. Les participants sont d'avis que le contexte actuel ne laisse

pas suffisamment d'espace pour édifier ces nouveaux modèles. Par exemple, les nouveaux modèles plus axés sur une perspective de développement durable des jeunes ingénieurs ne trouvent pas leur place dans les projets d'exploitation qui continuent de reproduire les anciens modèles.

« Je trouve que les jeunes ingénieurs font face à un clivage de mentalité. Pour notre génération, les impacts humains ont plus d'importance »

Afin d'assurer le déploiement de ces nouveaux modèles, il importe de leur laisser l'espace qui leur revient et cela passe par la reconnaissance du fait que le développement durable et la protection de l'environnement sont autant porteurs de bien-être économique que les anciens modèles tout en diminuant le poids environnemental et les conséquences sur les humains. Une culture du changement doit être instaurée dans la société, tant pour les modèles d'exploitation, que pour ceux de la consommation d'énergie. Par exemple, en transformant l'infrastructure énergétique mondiale (diminution de la consommation d'énergie et des émissions de carbone), il sera possible de changer les sources d'énergie vers des sources plus durables. L'État a une responsabilité d'agir en ce sens en encourageant le changement des pratiques des secteurs privés et publics de même que des citoyens. Cela peut se concrétiser, entre autres, en subventionnant l'utilisation d'énergies vertes, en augmentant les tarifs de redevances des ressources, en diminuant les mesures « compensatoires » lors des travaux et projets d'exploitation et tenir compte davantage des évaluations environnementales dans les décisions.

« Dans un contexte de mondialisation, on devrait revoir les redevances minières. Ce pourrait être une des façons d'avoir plus de contrôle sur la façon dont on exploite »

De plus, il importe de financer davantage la recherche (tant en science-technologie que fondamentale) et l'innovation pour y arriver. Le Canada possède beaucoup de ressources et plusieurs sont encore inutilisées, car la technologie ne le permet pas. De plus, il y a une diversité de façons d'exploiter les ressources qui sont encore peu connues.

Les participants se sont entendus sur le fait qu'il faut a priori se questionner sur les valeurs collectives qui devraient présider aux choix qui régiront les modèles d'exploitation des ressources et de l'énergie à venir en intégrant la société civile dans ces choix. Selon leur perception, présentement, ce sont des valeurs économiques qui ont le plus d'influence sur ces choix alors que la société civile est évacuée de la table des décisions (bien qu'elle trouve d'autres moyens pour se faire entendre). Cela a plusieurs conséquences humaines, environnementales, politiques et économiques.

« Je m'inquiète comment ça s'en va présentement dans le sens qu'on dirait que ce n'est que l'intérêt économique qui a le dessus de l'exploitation des ressources naturelles et qu'on est encore pris dans notre carcan que le Canada est tellement riche. On fera face bientôt à une limite de notre capacité d'exploitation. [...] je trouve que l'impact humain est tellement évacué »

« Je m'inquiète de comment le gouvernement ne s'occupe plus du bien commun et j'ai l'impression qu'on s'en va juste vers l'intérêt économique »

« La notion de bien-être a été déplacée vers un aspect complètement économique et financier. Tout ce qui est autour a moins d'importance si ça ne rapporte pas de l'argent comme protéger l'environnement »

Les paragraphes qui suivent résument les discussions à propos de ces conséquences et des solutions possibles.

3.2 Les conséquences sur l'humain

Les participants ont en premier lieu abordé les impacts de la quête mondiale des ressources naturelles sur l'humain, en particulier sur les collectivités canadiennes rurales et éloignées. Ils ont affirmé que les enjeux sociaux sont trop évacués des discours.

« Dans les communautés plus éloignées, il faut se demander si notre projet peut assurer une durabilité économique et sociale même si la ressource ne reviendra pas »

Un participant est d'avis que cela est dû à un manque de courage politique pour représenter les besoins de la population vis-à-vis des entreprises privées. En ce qui concerne le respect des droits des collectivités des peuples autochtones, une partie des étudiants ont souligné l'importance de les consulter, et ce, notamment pour des raisons historiques et constitutionnelles.

« On s'en va vers l'obligation de s'entendre avec les communautés autochtones. Alors c'est de se dire que les autochtones veulent participer à cela [quête des ressources] même s'ils ne sont pas beaucoup en nombre, mais constitutionnellement, ils ont le même pouvoir que nous. »

Des étudiants n'étaient pas tout à fait en accord avec la reconnaissance de la partie de l'héritage des ressources qui revient aux peuples autochtones étant donné leur faible nombre. Ces derniers étaient plutôt d'avis que les décisions devraient être prises pour la collectivité en général et non pour les petits groupes. Par ailleurs, certains participants considèrent que le Québec se démarque positivement au Canada par ses relations avec les peuples autochtones, alors que d'autres croient que ces relations sont déficientes. Un problème de connaissances expliquerait ce désaccord, car l'histoire des autochtones est souvent mise à l'écart au Québec. Un étudiant a indiqué que les provinces des Prairies sont plus avancées que le Québec au sujet de la reconnaissance des peuples autochtones et que cela est dû à la plus grande proportion des autochtones dans la population. Un étudiant a enchaîné que si la proportion d'autochtones au Québec est moindre que dans plusieurs autres provinces canadiennes, c'est en raison du grand métissage de la population québécoise qui remonte à plus longtemps. Cet étudiant est aussi d'avis que les Québécois ressemblent beaucoup plus physiquement aux autochtones que les autres Canadiens.

Afin de favoriser la quête des ressources pour la collectivité considérée dans son ensemble (incluant les communautés rurales et autochtones), quelques étudiants ont avancé qu'il faut promouvoir l'aménagement intégré des ressources et du territoire en ralliant les enjeux sociaux, économiques, culturels et environnementaux lors des prises de décision qui rassembleraient les différents acteurs concernés. La plupart des participants ont acquiescé que la cogestion du territoire semble être une avenue prometteuse. Un participant a ajouté que la conception de l'exploitation du territoire chez les autochtones est différente de celle qui prévaut chez les allochtones et qu'il serait intéressant de s'en inspirer.

3.3 Les conséquences environnementales

En deuxième lieu, les participants ont échangé sur les conséquences environnementales à court et long terme de la quête des ressources. À court terme, cela apporte de la richesse aux pays et permet, entre autres, le développement social et économique. À long terme, cela aura des conséquences néfastes pour l'environnement et les générations futures. La plupart sont d'avis qu'il faut utiliser les profits de l'exploitation de ressources non renouvelables pour le développement de ressources durables et des champs plus prospères à long terme. Par exemple, le Canada devrait réinvestir les profits dans la recherche et l'innovation des modèles et technologies d'exploitation. Les participants ont aussi reconnu que la pérennité de certaines ressources (par exemple, les mines) est faible.

« Est-ce que cette exploitation des ressources est pérenne et pour combien de temps? À chacune des étapes du développement, il importe de se poser la question " quelle sera la prochaine étape? " »

Pour éviter le creux associé à la pérennité de leur exploitation, des participants sont d'avis qu'il faut arrêter d'exploiter le territoire de façon unidimensionnelle et mettre en œuvre d'autres façons de l'exploiter. Le plein potentiel de l'exploitation n'est pas atteint.

« Si on prend l'exemple de l'exploitation de la forêt, on va l'utiliser pour exploiter le bois, et en même temps, cet hectare-là peut servir pour le récréotourisme, pour la cueillette de champignons, etc. Il faut bien comprendre comment notre territoire fonctionne pour intégrer différentes utilisations concrètes »

3.4 Les conséquences politiques

En troisième lieu, il a été question des conséquences politiques quant à la quête des ressources naturelles et d'énergie. Des questions relatives aux régimes de gouvernance et de réglementation et au processus décisionnel de l'exploitation des ressources ont été soulevées. En majorité, les participants croient que la population devrait être davantage impliquée dans ces processus. Pour ce qui est de l'Arctique, il importe d'assurer l'intégration des Inuit dans la prise de décisions.

« On ne peut plus faire ce qu'on faisait avant, alors il faut faire de la gestion intégrée qui inclut l'humain »

L'intégration de la population dans les processus décisionnels pourrait se réaliser lors de réflexions et de négociations dans des espaces de débat public. Ces espaces publics devront rassembler toutes les parties concernées par les décisions et débattre des différents modèles d'exploitation du territoire. La population devrait être bien renseignée et cela passe par une vulgarisation scientifique soutenue. Cette façon de procéder mènerait vers des décisions moins axées vers des indicateurs quantitatifs et économiques comme c'est le cas actuellement et prendrait davantage en compte les humains qui sont touchés par l'exploitation.

Les participants sont d'avis que la population est peu intégrée présentement, mais qu'elle détient tout de même un poids décisionnel. Un participant a donné les exemples de l'exploitation pétrolière dans le fleuve

Saint-Laurent ou de la taxe sur le carbone au Québec, en Colombie-Britannique et en Ontario pour l'illustrer. Dans le premier cas, des initiatives citoyennes comme des manifestations, des rencontres de sensibilisation et autres ont permis de modifier la décision gouvernementale initiale. Dans le second cas, les gouvernements de ces provinces se sont lancés dans la tarification du carbone, sans attendre le gouvernement fédéral.

3.5 Les conséquences économiques

En quatrième lieu, les participants se sont penchés sur les impacts économiques de la quête des ressources. Ils ont admis que l'exploitation des ressources offre à la société un levier de développement économique, mais jugent qu'il pourrait être plus grand par l'augmentation des redevances d'exploitation ou la diminution des subventions par exemple. Un étudiant a mentionné que les ressources sont là et que les compagnies viendront les chercher tôt ou tard. Des participants ont rappelé que nous oublions facilement que les impacts du développement économique sur l'environnement auront fort probablement des impacts économiques non seulement à court terme, mais également à plus long terme. Cette situation s'explique parce que l'approche économique classique externalise les coûts environnementaux et rend ces impacts économiques presque invisibles. D'autres participants ont rappelé qu'il est difficile d'être compétitif sur la scène mondiale. Cela justifierait l'internalisation de certains coûts (environnementaux entre autres) par le Canada et les crédits d'impôt aux entreprises pour attirer des investisseurs étrangers. Un étudiant a conclu que ce sont les lois du marché qui gouvernent.

« C'est bien d'être un leader [en protection de l'environnement], mais cela peut avoir des conséquences, dans un contexte de mondialisation, les compagnies risquent simplement d'aller ailleurs. Donc il ne faut pas oublier ces aspects et il faut y aller tranquillement pour imposer des normes »

Un participant a indiqué qu'il importe de ne pas oublier que la protection de l'environnement peut aussi être un moteur économique.

« Dans les prochaines décennies, les enjeux pour le reste du Canada à l'échelle mondiale seront le développement durable, l'extraction responsable et le recyclage »

Les participants étaient en désaccord en ce qui concerne la position que devrait prendre le Canada face à la transformation des ressources. Certains croient qu'il vaut mieux exploiter et transformer les ressources au Canada plutôt que de les exporter pour la transformation, alors que d'autres sont d'avis qu'il vaut mieux les exporter où les conditions sont meilleur marché pour faire face à la compétitivité mondiale et pour éviter que si ce secteur tombe, tout ne tombe pas en même temps. Tous ont approuvé le fait que le Canada est dépendant des tendances économiques mondiales (prix des ressources, offre et demande mondiale, etc.) et est en compétition avec les coûts de transformation d'autres pays. Les enjeux mondiaux font donc pression sur les modèles d'exploitation des ressources. Un participant a évoqué que le revers d'une concentration dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles et d'énergie est que si les courants internationaux ne sont pas favorables, cette conjoncture économique défavorable pourrait bloquer pendant longtemps les activités d'exploitation, comme maints exemples le montrent (crise du bois d'œuvre, etc.).

3.6 La position du Canada sur la scène mondiale

En dernier lieu, des participants ont semblé insatisfaits quant aux activités d'exploitation du Canada dans d'autres pays et aux modèles d'exploitation privilégiés. Ils ont souligné que le Canada a assez de ressources sur son territoire pour combler amplement ses besoins. Quelques participants ont manifesté leur insatisfaction quant au recul qu'a amorcé le Canada sur sa position mondiale en matière de protection de l'environnement.

« Le monde nous regarde, le monde regarde le Canada et se dit, "qu'est-ce qu'il fait, le Canada, qui était un leader et que maintenant on ne sait plus trop où il s'en va". Souvent dans les conférences internationales, on regarde qu'est-ce que le Canada va prendre comme décision, vers où il s'en va. Bien le Canada prend le chemin facile, il est un peu mou. Si le Canada veut se positionner au niveau mondial, il faut qu'il soit un leader et pour être un leader, il faut être capable de prendre des décisions audacieuses que les autres vont dire, "si eux le font, on peut le faire aussi", mais si les leaders mondiaux ne prennent pas les décisions les plus audacieuses et innovantes, les autres pays ne suivront pas »

Pour revenir dans la course mondiale, le Canada doit axer sur des technologies plus vertes et moins polluantes et revoir ses politiques environnementales pour atteindre ses cibles dans le protocole de Kyoto.

Au final, les participants ont relevé quelques éléments clés pour bonifier la situation :

- l'État devrait engager le dialogue avec la société pour comprendre les enjeux des différents partis;
- l'État doit bien montrer sa position de médiateur et faire comprendre aux différents partis qu'il n'y a pas de parti pris, mais qu'il s'agit bien d'un dialogue pour la recherche d'un mieux-être commun. Il ne s'agit pas non plus que tout le monde soit d'accord, mais qu'à différents niveaux (provinciaux, régionaux, municipaux, etc.) les acteurs puissent se concerter sur leur choix de société et puissent assumer ensuite les conséquences de leurs choix;
- les processus doivent être transparents et les informations, disponibles à tous;
- enfin, les préoccupations soulevées par les différentes parties doivent être prises au sérieux et ne doivent pas être banalisées. Au contraire, il s'agit de les analyser de montrer leur pertinence et leurs limites.

4. CONCLUSION

Pour conclure, ces deux questions ont mené les participants à réfléchir non seulement sur les thèmes des questions, mais également sur la société en général et les choix qui doivent être faits pour amorcer les transformations mondiales à venir. Quel type de société voulons-nous construire au Canada? Ils en sont venus à la conclusion qu'un changement devait s'opérer tant au niveau de l'éducation que de l'exploitation du territoire et que la perspective d'intégration des différents acteurs, disciplines et sphères de vie est primordiale. Le vase clos de l'université et les modèles unidimensionnels d'exploitation ne fonctionnent plus

dans ce monde interconnecté où tout est en relation. Cette transformation des façons de faire doit prendre place d'abord à l'école, puisque tout le monde y passe. Le témoignage suivant d'une étudiante qui a mis fin à la table ronde illustre bien ces propos :

« Je ne crois pas que notre génération est très "centre versus région", mais plus "globale". Moi, en tant que gestionnaire de projet, et parfois c'est l'ingénieur, des fois c'est l'historien, je crois qu'on va arriver, "nous", à un consensus où on va construire des projets. Il faudra une population éduquée pour qu'elle embarque [...]. Moi, j'ai confiance en "nous", d'être créatifs et de prendre en compte toutes les opinions comme on le fait ici [à la table ronde]. On a un économiste, un sociologue... Je crois qu'on arrive sur le marché du travail et qu'on est buté à des modèles qui ne fonctionnent plus et ce sera à nous de faire des réformes. Je nous souhaite une bonne société à tous »

Par ailleurs, les étudiants ont semblé satisfaits de leur participation à la table ronde. Les commentaires de cet étudiant le montrent bien :

« Personnellement, j'en retire un très grand bénéfice. Trop peu souvent nous prenons le temps de rassembler les chercheurs de différents horizons pour provoquer la discussion. Or, il me semble que la société tout entière peut tirer profit de ce type de méditation, mais, surtout, que les participants sortent grandis de cette expérience en se partageant et en se rendant accessibles les univers autour desquels ils gravitent »

